

# Collectif Marée Populaire 66

---

## Cahiers de doléances

### ÉTATS GÉNÉRAUX

### DU PROGRÈS HUMAIN, SOCIAL, DÉMOCRATIQUE ET ÉCOLOGIQUE

PERPIGNAN LE 16 FÉVRIER 2019

*Le Collectif Marée Populaire 66 regroupe 22 associations, syndicats et partis politiques du département à savoir : Coup de Soleil, ASTI, Femmes Solidaires, En Commun, Association Survie, Mouvement de la Paix, MRAP, CGT, FSU, USR-CGT, NPA, PCF, Jeunes Communistes, GDS, Génération.S , La France Insoumise, EELV les Verts, ERC Nord, APRES, Nous.S Perpignan, La Ligue des droits de l'Homme.*

*Les États Généraux du Progrès humain, social, démocratique et écologique ont réuni 280 personnes venus s'exprimer sur les droits sociaux, humains et écologiques au sein de trois ateliers.*

*Ce cahier de doléances regroupe les propositions qui ont émergé des débats.*

# Collectif Marie Populaire 66

---

## Atelier Droits démocratiques et humains

Ensemble nous avons listé un certain nombre de thèmes qui concernaient les droits démocratiques et humains et que nous ressentions comme mis en danger quotidiennement-

Pour chacun de ces thèmes après discussion, nous avons formulé un constat et des revendications.

Beaucoup de ces thèmes avaient un fil rouge qui les traversait sur la nécessité de redévelopper des services publics de qualité, facteurs essentiel d'égalité.

Autre constat récurrent concernant certains droits démocratiques bafoués : les lois existent mais elles ne s'appliquent pas faute de budget ou de volonté politique

### 1. Répression policière et judiciaire :

- Violences policières
- Loi anticasseur
- État d'urgence
- Liberté d'expression

### 2. Migrants, immigrés, réfugiés

### 3. Handicapés

### 4. Femmes

### 5. Lutte contre L'homophobie

### 6. SDF et précarité

### 7. Emprisonnement

### 8. Laïcité

### 9. Cultures régionales

### 10. Droit de mourir dans la dignité

### 11. le RIC

---

### 1. Répression policière et judiciaire :

- Violences policières
- Loi anticasseurs
- État d'urgence
- Liberté d'expression

# Collectif Marie Populaire 66

---

Un constat partagé sur le déferlement de violence policière et l'usage démesurée de la répression contre tous ceux qui contestent le pouvoir politique à seul fin de terroriser : gilets jaunes, syndicalistes, écologiste, populations des quartiers populaires, migrants, sans papiers...

En conséquence nous réclamons :

- Pour un retour à l'État de droit :

⑩ L'abrogation de toutes les lois liberticides (« loi anticasseurs », « loi pour la sécurité intérieure et contre le terrorisme »)

⑩ Retrait des lois sur l'état d'urgence de la constitution

- Contre les violences policières

⑩ L'amnistie totale de toutes les victimes de la répression

⑩ Interdiction des armes sublétales contre les manifestants

⑩ Contre la militarisation de la police qui prend le peuple comme ennemi

- Pour la liberté d'expression et de manifestation et pour le respect de la dignité de chacun(e)

⑩ Contre la mise au pas des fonctionnaires pour la surveillance et le fichage généralisés de la population

⑩ Contre l'article 1 de la loi sur l'« École de la confiance » qui interdit désormais aux enseignants de s'exprimer à l'extérieur de l'École

⑩ Pour la protection des lanceurs d'alerte

⑩ Pour le droit d'expression libre dans l'espace public (panneaux d'affichages et d'expression libre)

⑩ Pour un organisme indépendant qui garantit la liberté d'expression de tous les citoyens

## 2. Migrant(e)s, Réfugié(e)s, Immigré(e)s

- Un principe commun : tous ceux qui fuient leur pays poussés par la guerre ou la faim, ont droit ici à un accueil digne et respectueux

En conséquence nous réclamons :

⑩ L'abrogation des toutes les lois racistes et du CESEDA (Code d'entrée et de séjour des étrangers et des demandeurs d'asile) - code d'exception comme le code de l'indigénat ou le code « juif ».

⑩ L'accueil inconditionnel et une réelle prise en charge et protection des mineurs étrangers isolés

⑩ L'égalité pour toutes et tous : droit au travail, droit de vote à toutes les élections,

⑩ La régularisation des tous les sans papiers

- Contre les discriminations des quartiers populaires

⑩ Non au contrôle au faciès et au harcèlement policier

# Collectif Marie Populaire 66

---

⑩ Pour un développement massif et un accès égalitaire à tous les services publics (école, santé, transports, culture)

⑩ application réelle des lois contre les discriminations (emploi, logement...)

## 3. La prise en charge du handicap

**Un constat partagé : la prise en charge du handicap est loin d'être une priorité dans les politiques publiques de santé. La plupart du temps la prise en charge des handicapés repose sur les familles et les associations. Des lois existent mais ne sont pas appliquées faute de moyens et de volonté politique**  
En conséquence, nous réclamons :

- Que la loi de du 11 février 2005 « pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » ainsi que la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République du 8 juillet 2013 **soient vraiment appliquées.**

- Que la prise en charge du handicap et des structures adaptées fasse partie d'un véritable service de santé publique ouvert et accessible à toutes et tous.

- L'augmentation significative des moyens en personnel qui permettent un véritable accueil des enfants handicapés en milieu scolaire ; un statut pérenne et reconnu des personnels accompagnants (AVS) et une meilleure formation des enseignants.

- Des mesures plus coercitives pour les entreprises sur l'obligation de respecter la loi concernant l'embauche des travailleurs (ses) handicapé(e)s

- Un droit à l'accès à la sexualité pour les handicapé(e)s

## 4. Femmes

**Un constat partagé : la distance entre l'égalité dans les termes de la loi et la réalité**

En conséquence nous réclamons :

- Que le droit à l'IVG soit inscrit dans la Constitution

- Que le principe à travail égal, salaire égal soit appliqué strictement et que le contrôle sur les entreprises soit renforcé. Que les régimes de retraite soient revus en faveur des femmes lésées par les années passées à élever leurs enfants.

- Que des structures facilitant l'accès au travail des femmes comme les crèches et les haltes garderies soient massivement créées et accessibles à toutes et tous

- Que les maternités de proximité ainsi que les centres d'orthogénie soient redéveloppés partout

- Que l'éducation à la sexualité et pour l'égalité femmes/hommes soit partie intégrante de l'Éducation nationale

- Augmentation des lieux d'accueil et de prise en charge des femmes victimes de violences accessibles à toutes (y compris les femmes étrangères sans papiers)

## 5. Lutte contre l'homophobie :

# Collectif Mariée Populaire 66

---

**Ici encore même constat : de la distance entre les termes de la loi et la réalité de son application**

En conséquence nous réclamons :

- Aucune remise en cause du mariage pour toutes et tous
- Éducation contre les préjugés homophobes comme partie intégrante de l'éducation nationale
- Développement des lieux d'accueil, d'aide et de prise en charge des jeunes homosexuel(le)s en rupture familiale
- Application de la loi sanctionnant les actes homophobes

## **6. SDF et précarité**

**Sur la base d'un principe commun : droit inaliénable à un logement décent**

Nous réclamons :

- La réquisition de tous les locaux vides
- Une réforme de l'aide au logement qui permettrait de construire plus de logements sociaux
- Un véritable accompagnement social pour aider à sortir de la précarité et regagner sa dignité
- une interdiction de tous les décrets municipaux sur la mendicité qui fait la chasse « aux pauvres »
- un réaménagement de l'espace et du mobilier urbain (toilettes, douches publiques, bancs, espace de repos, fontaines ...) pour refaire de la ville un espace de convivialité et d'échange sans caméras de surveillance partout.

## **7. Emprisonnement :**

**Un constat partagé : nous dénonçons les conditions indignes d'emprisonnement et l'injustice sociale des causes d'emprisonnement**

En conséquence nous réclamons

- Que l'interdiction de la peine de mort entre dans la Constitution
- Que la consommation du cannabis soit dépénalisée et que la prévention soit développée au détriment de la répression
- Que les services psychiatriques aient de réels moyens de fonctionner pour pouvoir prendre en charge les nombreux malades qui n'ont pas leurs places dans les prisons

## **8. Laïcité**

**Sur la base d'un principe partagé : stricte séparation des églises et de l'État et d'un véritable respect de la laïcité**

Nous réclamons :

- L'application de la loi de 1905 et sa non remise en cause
- L'abrogation de la loi de 2004 sur l'interdiction des signes religieux à l'école
- Pas un sou pour l'École privée et pour une École publique de qualité intégrant y compris des pédagogies alternatives adaptées à certains publics.

# Collectif Marie Populaire 66

---

## 9. Cultures régionales

Sur la base d'un accord commun : les cultures et langues régionales sont une enrichissement culturel pour toutes et tous ainsi que l'ouverture à d'autres cultures par l'enseignement de langues étrangères variées

En conséquence nous réclamons :

- Des mesures pour favoriser l'apprentissage et développement des cultures et langues régionales
- Au lieu de réduire les moyens d'enseignement des langues étrangères de développer au contraire un enseignement permettant une véritable ouverture culturelle

## 10. Droit de mourir dans la dignité

**Constat partagé sur la problématique douloureuse de l'accompagnement de fin de vie et le manque de service de soins palliatifs**

Nous réclamons : une loi sur l'accompagnement de la fin de vie respectueuse des volontés et des consciences.

## 11. le RIC (référendum d'initiative citoyenne)

*Cette question ayant été posée en fin de journée, il y a eu quelques échanges mais pas un véritable débat*

*Ces échanges pouvant se résumer ainsi*

- Le RIC peut être un moyen d'expression de volonté de démocratie directe
- Le problème avec tout référendum c'est qui pose la question et quelle est la question ?
- Certains référendums dans le passé comme celui sur MAASTRICHT en 2005 n'ont servi strictement à rien
- Le référendum peut très bien être un outil de gouvernement pour un état autoritaire
- La garantie que le RIC ne soit pas ça c'est que les questions soient décidées par des assemblées citoyennes et qu'il y ait un vrai processus de réflexion, d'information et de discussion à la base avant d'être proposée au vote.

**Cet atelier extrêmement ouvert et productif a duré toute la journée.**

# Collectif Marie Populaire 66

---

## Atelier DROITS SOCIAUX

### Droits Sociaux

- Le RSA est une mesure pour aider les bénéficiaires pour un retour à l'emploi, en Alsace une mesure de bénévolat obligatoire est mise en place pour les bénéficiaires du RSA, il s'agit d'une main d'œuvre gratuite, le bénévolat doit rester un choix pas une obligation.
- Les réseaux administratifs sont compliqués, il faudrait une simplification et plus de clarté, par exemple CAF, CPAM, POLE EMPLOI, une seule démarche
- Une juste rémunération pour tous, ne pas baisser les cotisations et impôts, elles sont nécessaires à la protection social, salaire différé elles font partie du salaire
- Pour un SMIC à 1800 euros
- Aucun minima sociaux au-dessous du seuil de pauvreté
- Non à la défiscalisation des heures sup, il faut mieux rémunérer le travail et partager le travail. À l'heure de la robotisation, augmenter la durée du travail est une imbécilité.
- Il faut taxer le travail effectué par les robots sous forme de cotisations, comme pour le travail des salariés et imposer le capital comme le travail
- Le CICE a permis aux patrons d'obtenir 20 milliards d'euro sans création d'emplois, sans contrepartie c'est inadmissible
- Il faut rétablir l'ISF et supprimer la FLAT taxe pour imposer les revenus du capital comme ceux du travail.
- 50 milliards d'impôt en moins pour les plus riches par an depuis Macron : c'est de l'argent pour répondre aux besoins sociaux simplement à la fiscalité d'il y a 5 ans. Les riches deviennent plus riches et ne créent pas plus de travail, ils spéculent, fraudent ...
- Le travail est un droit
- la formation doit permettre à toute personne de pouvoir prétendre à d'autres orientations professionnelles, pas forcément une spécificité dans l'entreprise où elle se trouve ce n'est pas le patron qui est décideur de la formation

# Collectif Marie Populaire 66

---

- Revalorisation des retraites
  - o Réindexé les pensions de retraite
  - o Pas de retraite au-dessous du SMIC net
- Refus catégorique de la retraite par points car :
  - o En calculant la retraite sur 42 voire 45 ans au lieu des 25 meilleures années actuellement elle pénalisera tous les salariés particulièrement les femmes, tous ceux qui ont eu des années mauvaises, des petits boulots d'étudiants, les fonctionnaires qui débutent leur carrière à de bas salaires...
  - o La valeur du point pourra baisser donc rien ne sera garanti aux retraités : ce serait la précarité jusqu'à la mort.
  - o La retraite par point c'est la retraite sans solidarité, elle conduirait inéluctablement à la disparition de la retraite Sécurité Sociale et la privatisation des retraites.
- Le régime unique de retraite, originellement souhaité par le CNR, est à étudier mais devrait respecter les droits acquis par les salariés actuellement en fonction. Il pourrait s'étudier, avec une égalisation par le haut, pour les nouveaux salariés.
- Réindexé toutes les prestations sociales (allocations familiales, APL, ...)
- Le logement décent pour tous est un droit
- Non aux traités européens de libre échange sans clause sociale et environnementales et qui imposent des tribunaux arbitraux inacceptables.
- Les dépenses de santé prises en charge à 100% pour tous. Avec la généralisation de la complémentaire santé, le ticket modérateur n'a plus de sens. Cela supprimerait les frais de gestion des mutuelles et assurances privées et leurs dépenses de publicité. Cela permettrait d'améliorer les prises en charge par l'intégration des mutuelles à la Sécu. Les salariés des mutuelles seraient intégrés à la Sécu ce qui permettrait un service de grande qualité pour les assurés tout en réduisant les frais de fonctionnement.
- Pas de régime au rabais pour les bénéficiaires de la CMU concernant les soins ou les prothèses
- Financement plus important de la recherche publique
- Rétablissement de la médecine scolaire dans tous les établissements

# Collectif Marie Populaire 66

---

- Rétablissement d'une réelle médecine du travail
- Imposer les successions

## Le progrès social est possible par une fiscalité juste

La politique budgétaire conduite depuis des années a permis aux plus riches de s'exonérer de leur juste participation à la solidarité nationale ce qui fait reposer le poids de celle-ci sur la seule classe moyenne tout en demeurant insuffisante par manque de moyens.

## Un budget 2019 pour une réponse immédiate à la crise sociale

- Lutte réelle contre l'évasion fiscale et contre l'optimisation fiscale permettant de réduire de 10% la fraude fiscale dès 2019 soit 6 milliards (Md) d'€
- Restauration de l'ISF dans sa formule antérieure soit 4 Md d'€ pour l'État.
- Restauration de la fiscalité du capital au niveau de celle du travail par la suppression du prélèvement forfaitaire unique à 30% (Flat tax) soit au moins 5 Md pour l'État.
- Annulation de la réduction de 10% du salaire brut (baisse des cotations patronales en 2019) soit 20 Md d'€. Puisqu'ils auront déjà les 21 Md du CICE de 2018 qui sera versé cela ne déséquilibrera pas les comptes des entreprises.
- Fléchage obligatoire de 90% du CICE 2018 versé en 2019 vers les salaires, ce qui est juste puisque depuis l'origine celui-ci profite surtout au capital. Cela permet une revalorisation du SMIC de 200 € par mois pour un coût de 4 Md d'€, une augmentation dégressive de tous les salaires jusqu'à 2,5 fois le SMIC pour ne pas écraser les salaires bas et moyens au niveau du SMIC et une réduction de l'inégalité salariale entre femmes et hommes.
- Indexation des indemnités chômage sur les salaires de référence ce qui s'autofinance par l'augmentation des salaires.

# Collectif Marie Populaire 66

---

- Augmentation de 20% des minimas sociaux avec garantie d'au moins le montant du seuil de pauvreté soit 6 Md d' €
- Augmentation des salaires des fonctionnaires et agents publics non titulaires de 3%, plus une augmentation mensuelle de 100 € des salaires inférieurs à 1800 € et de 50 € des salaires entre 1800 et 2 500 €, coût brut 8 milliards d'€ (le coût réel est très inférieur, voir la suite)
- Une réindexation des retraites soit 1,8 Md et un minimum de retraite à 1 200 € net soit 4 Md, des allocations familiales et autres prestations soit 1Md

Bilan brut apparent pour l'État et la Sécurité Sociale :

- Gains 35 Md d'€
- Dépenses supplémentaires 20,8 Md d'€
- Solde brut apparent 14,2 Md d'€ à affecter aux services publics.

Le bilan réel pour l'État est cependant beaucoup plus important puisque les augmentations de revenus provoquent une rentrée de TVA, d'impôts et de cotisations. Pour l'État, les collectivités publiques et les institutions sociales, l'augmentation des revenus des salariés du privés (20 Md), des fonctionnaires ( 8 Md), des retraités 7,8 Md et des minimas sociaux 5Md entraîneront des rentrées de cotisations, d'impôts et taxes d'au moins 30% du total soit 6,5 Md d'€

Dans ce scénario, au bilan final, l'État et les institutions sociales dépenseraient 20,8 Md de plus mais gagneraient 40 Md de plus soit un solde positif de 20,7 Md d'€ pour améliorer les services publics (santé, éducation,...), les collectivités locales, la transition écologique et l'amélioration des revenus des jeunes sans emploi ou étudiants.

Cela ne prend en compte ni les économies que la hausse des salaires et des retraites entraînera pour les dépenses sociales des conseils départementaux, des communes et de l'État ni la réduction du chômage que produira la hausse des revenus moyens et faibles.

# Collectif Marie Populaire 66

---

Ces mesures d'urgences pour 2019 permettraient d'engager, dans la sérénité et tout au long de l'année, des États Généraux de la refondation sociale, fiscale, démocratique et écologique dans tous les territoires et lieux de vie, communes, départements, entreprises, universités, entreprises ...

## Une fiscalité refondée, solidaire et efficace pour le progrès social

La fiscalité d'aujourd'hui ne répond plus à l'évolution de la société et de l'économie.

Pour sa refondation les pistes suivantes sont avancées.

À terme, la fiscalité pourrait reposer sur 4 piliers :

- Des cotisations sur les salaires et les robots pour financer la protection sociale (toutes les branches de la Sécurité Sociale plus la dépendance)
- La suppression de la CSG (non progressive) et la création d'un impôt sur le revenu plus progressif qu'aujourd'hui allant jusqu'à 75% et s'appliquant de la même façon quelque soit l'origine du gain
- Le remplacement de la TVA par une taxe sur toutes les transactions financières
- Un impôt sur les grandes successions pour limiter la reproduction sociale. Pour les entreprises, la taxe pourrait se transformer en actions ou parts sociales données aux salariés ce qui ferait avancer la propriété sociale des entreprises et la démocratie dans l'entreprise.

# Collectif Marie Populaire 66

---

## Atelier Ecologie

### 1. Les transports

#### 1.1 La route.

Aller vers une réduction du transport routier qui est la principale source de pollution dans le département.

À ce rythme de développement, dans 20 ans l'autoroute sera saturée.

Développer le covoiturage. Les mairies peuvent jouer un rôle pour l'organiser. Il faut aussi compter sur l'initiative citoyenne.

Il est noté que souvent les déplacements sont non choisis et dus à des obligations de travail.

Il faut imposer un plafonnement des loyers afin d'éviter la relégation hors des villes

6 millions de camions transitent par le Pyrénées dont 40 % dans notre département.

Pour réduire le transport des marchandises, il faut inciter à consommer local.

#### 1.2 Le bus.

Le bus à 1 euro est une bonne chose. Cela marche bien. Il faut faire plus et aller vers la gratuité. Il est indiqué que, par exemple, en Estonie tous les bus sont gratuits. Plusieurs villes de France ont instauré la gratuité.

Il y a des résistances et seul un fort mouvement citoyen pourra l'imposer.

Il est indiqué qu'à Perpignan cela ne coûterait que 6 millions d'euros et ce serait rentable globalement à long terme.

#### 1.3 Le train.

Développer le service public ferroviaire dans le département.

Rouvrir dans les plus brefs délais la ligne Perpignan-Villefranche.

#### 1.4 Le vélo

Développer les pistes cyclables partout.

Instaurer un gardiennage des vélos.

#### 1.5 transport par air et eau.

Taxer le kérosène des avions et de bateaux.

Il est indiqué qu'en ce qui concerne les émissions de carbone, un paquebot équivaut à 1 million de voitures.

# Collectif Marie Populaire 66

---

Étudier les possibilités de transport fluvial.

## 2. Le financement de la transition écologique

Ce ne sont pas les plus pauvres qui polluent le plus.

Imposer les GAFAM et les multinationales.

Il est indiqué que la transition écologique dans les PO coûterait quelques 300 millions d'euros. Ce chiffre est mis en rapport avec le montant de l'épargne des particuliers qui s'élève dans le département à 1 milliard d'euros. Il serait possible d'investir cet argent dans l'économie locale notamment sur des projets écologiques.

Propositions d'Alternatiba :

- une taxe carbone accompagnée par des mesures sociales pour les personnes à faibles revenus ;
- rétablir l'ISF et supprimer le plafonnement de la taxation des revenus du capital (« flat-tax »)
- tous les usages des produits pétroliers doivent être assujettis à une taxe carbone de même niveau que le carburant des ménages : carburant du transport aérien, du transport poids lourd ;
- réformer le scandaleux « marché carbone » mis en place pour les grands sites industriels les plus émetteurs de gaz à effet de serre ; la taxe carbone de ces activités doit être au même niveau que celle des ménages ;
- supprimer les niches fiscales du crédit impôt recherche et le CICE ;
- annuler la hausse de la CSG sur les retraites et débloquer la désindexation des retraites par rapport à l'inflation ;
- renforcer la progressivité de l'impôt sur le revenu.

## 3. Citoyenneté et conscientisation.

Développer dans les écoles l'éducation à l'écologie.

Créer un organe d'information qui donne des informations pratiques et plus générales sur l'écologie.

Réduire les emballages.

Lutter contre l'obsolescence programmée.

Croissance/décroissance : on ne peut s'en tenir à cette alternative. La question c'est : quelle croissance, pour qui, pour quoi.

Il faut tenir compte des conséquences économiques et sociales de la transition écologique (fermetures d'entreprises, problèmes d'emplois).

Le problème de la pollution a sa source dans le système économique, le capitalisme, qui consiste en la recherche d'un profit privé maximal à court

# Collectif Marie Populaire 66

---

terme. L'écologie est incompatible avec le capitalisme.

Mettre à l'ordre du jour le concept de « mal production ».

Lutter contre le crédit à la consommation qui est une chaîne d'esclavage.

Lutter contre le lobbying.

Développer le travail de recyclage des carcasses de voitures et autres.

## 4. L'alimentation

Développer la consommation locale, la production bio, les AMAP

Inciter les cantines scolaires à servir des aliments bio.

Développer l'information sur la mal-bouffe.

Une ancienne salariée de Saint-Charles témoigne sur la présence de pesticides dans les produits importés d'Espagne et regrette qu'il n'y ait pas d'harmonisation européenne sur cette question.

## 5. Eau

L'eau est un bien public qui ne doit pas être géré par le privé.

Développer les régies publiques.

Idées pour limiter la consommation d'eau : développer l'usage de toilettes sèches ; créer un réseau de récupération de l'eau pluviale ; mutualiser l'usage des lave-linge.